

## Les braqueurs de la finance

HSBC ? Une banque de rêve pour tout riche de ce monde. Sa spécialité : dissimuler l'identité de ses clients privilégiés. D'abord pour leur éviter de payer des impôts à leur État respectif. Ils seraient 100 000 à avoir profité de ce système d'évasion fiscale entre 2006 et 2007, cachant ainsi 180,6 milliards d'euros au fisc.

### Les braqueurs épinglés...

En fait, il ne s'agit pas d'une exception. HSBC a été prise la main dans le sac grâce aux révélations d'un repent. Mais les enquêteurs suggèrent que la plupart des grandes banques pratiquent la chose. Aux clients richissimes le secret, le blanchiment et l'évasion. Aux petits salariés, qui eux paient leurs impôts, les contrôles en tous genres et les agios au moindre découvert.

Les politiciens de tous les pays se sont empressés de déclarer, comme Valls et Sapin, qu'ils seront « *intraitables avec les fraudeurs* ». Et les dirigeants de la banque sont bien obligés de reconnaître « *des manquements passés* ». Passés ? Quelle hypocrisie ! Le secret bancaire pour les riches fait partie du mode de fonctionnement du système capitaliste, et ces grands bourgeois le savent bien.

### ... mais pas à court de munitions !

Juridiquement l'évasion fiscale est un délit. Mais des voies toutes légales existent pour exonérer les riches.

Ils appellent cela l'« *optimisation fiscale* ». Toutes les grandes entreprises y ont recours et le procédé est d'une simplicité confondante. Il suffit de faire un transfert de bénéfices d'un pays comme la France où l'imposition est jugée trop forte, vers un pays plus hospitalier comme les Bermudes ou la Suisse, pour planquer le fric ainsi blanchi de taxes.

Si on ne prend que les géants de l'Internet Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft, ce procédé leur permet de diviser par 22 leur facture au fisc français, qui perd ainsi 1,5 milliard d'euros chaque année.

Mais nos industriels bien français ne sont pas en reste. Il y a un an, Christophe de Margerie, alors PDG de Total, déclarait qu'il « *rêvait* » de payer des

impôts à la France. Pauvre riche qu'il était, il prétendait ne pas pouvoir le faire car ses bénéfices seraient réalisés ailleurs qu'en France. C'est ainsi que Total, qui a fait 10,8 milliards de bénéfices au niveau mondial en 2013, n'a pas payé un centime d'impôt sur les sociétés en France.

### Crime en bande organisée

Une commission d'enquête commanditée par le Sénat a récemment chiffré le coût de la seule évasion fiscale à 50 milliards d'euros de manque à gagner chaque année pour l'État français.

C'est presque autant que le budget de l'Éducation nationale, de 63,4 milliards d'euros en 2014. Et pourtant le gouvernement a le culot de nous parler encore de « *rigueur* ». À nos enfants de se serrer un peu plus dans les salles de classe. À nous l'augmentation des tarifs des transports publics, le manque d'entretien des infrastructures de la SNCF. Aux associations locales la suppression de subventions. Aux postiers, cheminots, personnels des hôpitaux... et tous les autres de subir les suppressions d'effectifs. Dans le même temps, les patrons rognent sur les temps de pause, baissent les salaires, suppriment les effectifs, licencient des intérimaires. Tout ce fric qui devrait nous revenir, ils le planquent avec le consentement législatif de leurs copains au pouvoir.

### Et si on faisait sauter la banque ?!

Ils ont à leur disposition des banques de rêve ? A nous de réaliser un autre rêve. Celui de renverser ce monde où les plus riches planquent leurs trésors et échappent à tout contrôle, pendant que nous comptons les clopinettes de nos fins de mois.

Leur système où les finances opaques permettent de dissimuler toutes leurs crasses, on n'en peut plus, on n'en veut plus.

## Pas de cagnotte pour le vendredi 13

Lors de la dernière réunion de Négociation Annuelle Obligatoire (NAO) du vendredi 13 février, la direction s'en est tenue à la « modération salariale » inscrite dans l'accord de compétitivité. Ce sera 0 % d'AGS (Augmentation Générale des Salaires) pour les APR, les ETAM et les Cadres en 2015.

Malgré des bénéficiaires en hausse, c'est même pire qu'en 2014 où les APR avaient eu 0,5% d'AGS.

## Together stronger... pour nos salaires

Pendant la réunion de NAO sur les salaires, plusieurs centaines de salariés ont débrayé sur certains sites Renault, dont le Technocentre. Des salariés qui ont eu bien raison de montrer leur mécontentement et d'indiquer la voie à suivre : ce n'est que tous ensemble (together) qu'on sera plus fort (stronger) pour obtenir une vraie augmentation de salaire.

## Des miettes, mais si vous le méritez !

Les augmentations individuelles ne suffiront pas à compenser l'absence d'AGS : 0,9 % en moyenne, pour les APR et les ETAM, plus 0,2 % d'ancienneté.

La direction promet des AI pour 55 % des ETAM et une prime de 500 € pour 40 %. 5 à 10 % des ETAM pourraient avoir la prime et l'augmentation. C'est-à-dire qu'au moins 10 % des ETAM n'auront rien.

C'est comme ça que la direction prétend récompenser les plus méritants. Elle veille surtout à maîtriser la masse salariale... en distribuant des miettes de manière discrétionnaire.

## Evasion salariale

70 % des cadres devraient avoir une augmentation individuelle de 1,1 % en moyenne. Cela en laisse un tiers sur le carreau. Il n'y a plus qu'à espérer se rattraper sur la Prime Performance Individuelle (PPI), mais la direction s'est bien gardée d'en communiquer le montant et la répartition.

Quant à la Prime de Performance Groupe (PPG), réservée aux 15 % de cadres les plus haut placés, le secret est encore plus gardé. Vu les résultats financiers, aucun doute que certains vont toucher le pactole. Pour les cadres aussi, la politique salariale de Renault est injuste, arbitraire et opaque.

## On a retrouvé la cagnotte

Lors de l'Open Forum, Ghosn s'est félicité des résultats financiers de Renault : triplement du bénéfice net qui frôle les 2 milliards d'euros, hausse du Free Cash Flow et de la MOP... Bref, les caisses sont pleines.

Et elles vont servir à enrichir davantage les actionnaires, grâce à un dividende qui passe de 1,72 à 1,90 euros par action. Soit au total 560 millions d'euros : 10,4 % de plus que l'an dernier. Pour les actionnaires, le PDG ne prône pas la modération.

## Les parasites

Sitôt annoncés les résultats financiers, l'action Renault a grimpé de 14 % en deux jours. S'enrichir à la Bourse sur le dos des travailleurs, c'est complètement immoral. C'est pourtant ce qu'on nous montre en permanence sur l'intranet de l'entreprise.

## Un Forum pas si Open

La grand-messe annuelle de Ghosn dans l'amphi Georges Besse était solidement ficelée. Une seule question venant du public de l'amphi a été acceptée.

Les années précédentes, Ghosn avait été parfois un peu chahuté par des interventions critiques. Il faut croire qu'il n'avait pas aimé.

## Une com' très intéressée

La direction s'est empressée de communiquer sur la prime d'intéressement aux résultats financiers, en prétendant que son montant global augmentait de 18 % par rapport à 2014. Sauf que cette comparaison ne prend pas en compte les 310 € uniformes rajoutés à cette prime suite aux résultats du Free Cash Flow.

Du coup, l'augmentation n'est plus que de 2 %. Evidemment dit comme ça, c'est moins bling bling.

## Double peine pour les petits salaires

La prime d'intéressement entreprise sera inférieure à celle de l'an dernier pour ceux qui gagnent moins de 25 000 € brut/an. En effet, la prime 2014 comprenait une partie uniforme de 610 € contre 300 € cette année. Plus la partie uniforme est réduite, plus ce sont les petits salaires qui trinquent : sûrement la justice sociale selon Renault.

## Effet d'annonce

Ghosn était très fier d'annoncer l'embauche de 1000 CDI en 2015. En fait des recrutements étaient déjà en cours dans certains secteurs, mais la consigne était de se taire pour laisser la primeur de l'annonce au PDG.

Pas de scoop pourtant : ces recrutements étaient inscrits dans l'accord de compétitivité, qui prévoyait 760 embauches à condition qu'il y ait 8260 départs (soit un solde de 7500 suppressions d'emplois). S'il y a plus d'embauches que prévu, c'est uniquement parce que les départs dépassent déjà les prévisions et que dans certains secteurs, il y a le feu au lac.

Ces recrutements ont donc lieu sur fond de dégraissage massif et de détérioration des conditions de travail. N'en déplaise à Ghosn : Renault supprime bien des emplois, et n'en crée pas.

## Deux entreprises, une même politique

Chez Nissan aussi, les suppressions d'emploi sont à l'ordre du jour. Nissan comptait 142 900 salariés en mars 2014, soit 14 400 de moins qu'en 2012. Les salariés de Nissan payent ainsi le prix de la « convergence ». Au nom sans doute de la même chasse aux doublons que l'on subit ici aussi.